

**Point de presse de la porte-parole -  
Syrie/Reprise des négociations de  
Genève - Irak - Maroc - Situation  
dans le Golfe**

(Paris, 10 juillet 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

**1 - Syrie - Reprise des négociations de Genève (10 juillet 2017)**

La France salue la reprise des négociations entre l'opposition et le régime syrien, menées sous l'égide des Nations unies à Genève. Nous réitérons notre plein soutien à la médiation de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Staffan de Mistura.

La France appelle les parties syriennes, à commencer par le régime, à s'engager de bonne foi dans les discussions afin que cette nouvelle session permette des avancées dans la voie d'une transition politique négociée dans le cadre du communiqué de Genève et de la résolution 2254 du conseil de sécurité. Seule une solution politique permettra de défaire durablement le terrorisme en Syrie, d'y ramener la paix et de faciliter le retour des réfugiés. Les quatre principaux sujets identifiés lors des précédentes sessions doivent être abordés dans le cadre d'un ordre du jour clairement établi : gouvernance, constitution, élections et lutte contre le terrorisme.

La France continuera d'apporter son appui à la délégation du haut comité des négociations dans le cadre des négociations, comme l'a rappelé le président de la République à l'occasion de son entretien téléphonique avec son chef, M. Riyad Hijab, le 6 juillet.

Les négociations doivent aussi être l'occasion pour toutes les parties de s'engager concrètement à assurer la protection des civils et permettre l'acheminement sûr, complet, immédiat et sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les populations dans le besoin sur l'ensemble du territoire syrien. La cessation des hostilités, ainsi que l'arrêt définitif de l'emploi d'armes chimiques et le démantèlement complet des stocks, sont également des priorités impératives pour faire cesser les souffrances des populations et permettre au dialogue d'avancer à Genève. L'accord de désescalade obtenu dans les régions de Deraa, Qouneitra et Soueida constitue à cet égard une avancée positive qui doit permettre une véritable cessation des violences et l'arrivée de l'aide humanitaire. Cette démarche doit s'étendre à l'ensemble du territoire syrien, notamment dans le cadre des réunions d'Astana.

La France est engagée en faveur de la résolution du conflit et de l'aide à la population syrienne. Face au défi humanitaire, nous avons mobilisé 243 millions d'euros sur la période 2011-2016,

notamment en soutien aux pays voisins de la Syrie. Pour l'année 2017, près de 75 millions d'euros, dont 60 millions pour les seuls pays voisins, seront engagés conformément à nos engagements pris lors des conférences de Londres sur la réponse internationale aux conséquences de la crise syrienne (4 février 2016) et de Bruxelles pour l'avenir de la Syrie et de la région (5 avril 2017).

Q - La France attend-elle quelque chose des négociations intersyriennes qui reprennent aujourd'hui à Genève ou pense-t-elle qu'un nouveau format de discussions est nécessaire ?

R - Nous vous renvoyons à la déclaration que nous venons de faire.

## 2 - Irak

Q - Après la chute de Mossoul, quelles sont selon vous les priorités à mettre en oeuvre ? Pensez-vous que le gouvernement Abadi a suffisamment de latitude et d'influence pour imposer une solution politique «inclusive» en Irak ?

R - La libération de Mossoul constitue une victoire majeure sur Daech. Des portions du territoire irakien restent néanmoins sous le contrôle de l'organisation terroriste, en particulier à Tal Afar, Hawija ou dans la province de l'Anbar. La France continuera à apporter tout son soutien à l'Irak pour vaincre définitivement l'organisation terroriste, dans le respect du droit international humanitaire et en particulier de la protection des civils.

La présidence de la République, qui a salué le 9 juillet le courage des forces irakiennes soutenues par la coalition internationale contre Daech, a formé le vœu que cette victoire ouvre une nouvelle page de l'histoire de l'Irak et lui permette de retrouver paix, stabilité et unité.

Cela nécessitera de répondre aux urgences humanitaire, économique et politique. Nous continuerons à apporter notre plein soutien à l'Irak et au gouvernement de M. al-Abadi pour relever les défis qu'il doit affronter, à la suite de la conférence organisée à Paris le 20 octobre dernier sur la stabilisation de Mossoul.

## 3 - Maroc

Q - Au Maroc s'ouvre aujourd'hui le procès du leader de la contestation dans le Rif. Plus d'une centaine d'opposants sont en détention et les contestataires s'inquiètent, notamment pour une figure féminine du mouvement, Sylia Ziani. Quelle est la réaction de Paris ?

R - La France est attentive à la situation complexe dans le Rif.

L'ouverture du procès de M. Zefzafi est un développement judiciaire dont nous prenons note. Pour mémoire, le Maroc est partie au pacte international relatif aux droits civils et politiques,

qui garantit à chacun le droit à un procès équitable.

#### 4 - Situation dans le Golfe

Q - La crise entre le Qatar et ses voisins ne s'apaise pas. Après ses homologues allemand, britannique et américain, le ministre français va-t-il effectuer une tournée dans le Golfe ?

R - M. Jean-Yves Le Drian se rendra prochainement dans les pays arabes du Golfe.

Nous vous communiquerons plus de détails en temps utile./.